

INSTRUCTION

N° 02-093-A71 du 22 novembre 2002

NOR : BUD R 02 00093 J

Texte publié au **Bulletin Officiel de la Comptabilité Publique**

RETENUES OPÉRÉES SUR LA PAYE DES AGENTS DE L'ÉTAT POUR OBTENIR
LE REVERSEMENT DES RÉMUNÉRATIONS INDÛMENT VERSÉES
SELON LA PROCÉDURE DE PAIEMENT SANS ORDONNANCEMENT PRÉALABLE

ANALYSE

Edition des propositions d'émission de titre de perception - Emission des titres -
Prise en charge et recouvrement

Date d'application : 22/11/2002

MOTS-CLÉS

RECOUVREMENT ; PRODUITS DIVERS ; COMPTABILITÉ ; RÉMUNÉRATION ; TROP-PERÇU ;
ORDRE DE REVERSEMENT ; PAIEMENT SANS ORDONNANCEMENT PRÉALABLE ; TITRE DE PERCEPTION

DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

DOCUMENTS À ABROGER

Instruction n° 80-022-A7 du 6 février 1980 - Instruction n° 94-116-A71 du 6 décembre 1994 -
Instruction n° 95-010-A71 du 26 janvier 1995 - Instruction n° 95-063-A71 du 19 juin 1995

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGP	PGT	TPGR	TPG	DOM	TGE							

DIFFUSION

CS 36

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

5^{ème} Sous-direction - Bureau 5A

4^{ème} Sous-direction - Bureau 4A

3^{ème} Sous-direction - Bureau 3E

SOMMAIRE

PRÉAMBULE.....	3
1. PROCÉDURE.....	4
1.1. Edition des propositions d'émission de titres de perception.....	4
1.1.1. Principes généraux.....	4
1.1.2 Montant du précompte ou de la retenue	4
1.1.3 Durée des prélèvements.....	4
1.1.4. Information de l'ordonnateur.....	4
1.2. Emission des titres de perception	4
1.2.1 Seuil d'émission	4
1.2.2 Délais	5
1.2.3 Présentation	5
1.2.4 Règles d'assignation	5
1.2.5 Sanction	6
1.3. Prise en charge par le comptable public.....	6
1.3.1 L'appariement entre les applications PAYE et REP est possible.....	6
1.3.2 L'appariement entre les applications PAYE et REP n'est pas possible	7
2. RECOUVREMENT DES INDUS.....	8
2.1. Retenues opérées avant l'émission du titre de perception	8
2.1.1 Recouvrement sur paye	8
2.1.2 Recouvrement hors paye	8
2.1.3 Apurement exceptionnel des comptes d'imputation provisoire 475.16 et 475.1886.....	8
2.2. Retenues opérées après l'émission du titre de perception (suite à PEDT).....	9
2.2.1 Bases réglementaires	9
2.2.2 Comptabilité	9

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE N° 1 : Modèle de formulaire demande-réponse.....	11
ANNEXE N° 2 : Extraits de la note administrative REP N° 99-12 " <i>Emargement des retenues sur paye : les éditions</i> " relatives au traitement des anomalies	12
ANNEXE N° 3 : Différents cas possibles de récupération de trop-perçus constatés une année N.....	15

PRÉAMBULE

La présente instruction a pour objet de regrouper en un document unique les différentes instructions relatives aux retenues opérées sur la paye des agents de l'Etat pour obtenir le reversement des rémunérations indûment versées selon la procédure de paiement sans ordonnancement préalable.

Outre le rappel de la réglementation existante, elle s'inscrit dans le cadre des dispositions de la loi organique sur les lois de finances du 1^{er} août 2001 visant à réduire le délai d'apurement des comptes d'imputation provisoire.

En effet, le solde élevé du compte d'imputation provisoire 475-16 *"Imputation provisoire de recettes - Budget général - Retenues avant émission du titre, suite à trop perçu sur traitement"* qui enregistre les sommes prélevées jusqu'à émission du titre de perception, révèle des dysfonctionnements de la procédure les plus souvent consécutifs à un retard dans l'émission des titres de perception.

Dès lors, outre la sensibilisation des ordonnateurs, la présente instruction apporte les innovations suivantes :

- en l'absence de titre, le montant des PEDT (propositions d'émission de titres) soldées au 31 décembre de l'année qui suit leur émission sera versé aux produits divers du budget de l'Etat ;
- après accord exprès de l'ordonnateur, aucune PEDT ne sera émise pour les indus inférieurs au minimum fixé par décret, en dessous duquel les ordonnateurs peuvent ne pas émettre les ordres de recettes ; ce seuil est actuellement fixé à 30 €.

Toutes difficultés dans l'application des dispositions qui suivent seront signalées à la direction générale, sous les présents timbres.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique

L'INSPECTEUR DES FINANCES CHARGÉ DE LA 5^{ÈME} SOUS-DIRECTION

JEAN-LOUIS ROUQUETTE

1. PROCÉDURE

1.1. EDITION DES PROPOSITIONS D'ÉMISSION DE TITRES DE PERCEPTION

1.1.1. Principes généraux

Tout versement d'une somme indûment perçue par un agent dont les rémunérations et leurs accessoires sont payés selon la procédure de paiement sans ordonnancement préalable, donne lieu, dès la paye du mois de la constatation de l'indu, à :

- *un précompte*, si le trop-perçu concerne l'année courante,
- *une retenue*, corrélativement à l'émission d'une PEDT, dans trois cas de figure :
 - le trop-perçu concerne une année précédente,
 - l'agent est en fin de fonctions,
 - le trésorier-payeur général a décidé de transformer le précompte en retenue, en provoquant l'émission d'une PEDT.

N.B. : Le précompte est automatiquement transformé en retenue à l'issue du précompte du mois de décembre de l'année de constatation de l'indu.

1.1.2 Montant du précompte ou de la retenue

Les précomptes ou les retenues sont limités à la quotité saisissable des rémunérations ou accessoires mis en paiement.

Une éventuelle modulation à la baisse doit présenter un caractère exceptionnel ; elle s'analyse comme un octroi de délais de nature à engager la responsabilité du trésorier-payeur général. Elle doit faire l'objet d'une procédure écrite (demande de l'intéressé, réponse du trésorier-payeur général).

1.1.3 Durée des prélèvements

Les précomptes ou les retenues sont poursuivis tant que l'agent continue à être rémunéré jusqu'à remboursement intégral du trop-perçu.

1.1.4. Information de l'ordonnateur

La mise en place d'une retenue conduit à l'édition en quatre exemplaires par l'application PAYE "*Paye des agents de l'Etat*" d'une proposition d'émission de titre (PEDT).

Le service "*Liaison-rémunérations*" transmet sans délai :

- si l'agent est toujours payé, deux exemplaires de la PEDT au gestionnaire de personnel qui en envoie un à l'ordonnateur,
- si l'agent n'est plus payé, trois exemplaires de la PEDT au gestionnaire de personnel qui en envoie un à l'ordonnateur.

1.2. EMISSION DES TITRES DE PERCEPTION

1.2.1 Seuil d'émission

Les ordonnateurs sont autorisés¹ à ne pas émettre le titre de perception dans le cas où le montant de l'indu est inférieur à 30 €.

¹ Décret n° 97-775 du 31 juillet 1997 (relatif à l'émission des ordres de recettes pour les créances mentionnées à l'article 80 du décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 modifié) modifié par le décret n°01-96 du 2 février 2001(portant adaptation de la valeur en euros de certains montants exprimés en francs).

Il appartient au trésorier-payeur général de recueillir la position de principe de chaque ordonnateur.

Deux situations peuvent se présenter :

- l'ordonnateur souhaite émettre les titres de perception dès le premier euro : la procédure d'émission de la PEDT, puis du titre de perception décrite ci-dessous, s'applique en totalité ;
- l'ordonnateur ne souhaite pas émettre de titre de perception inférieur à 30 € : dans ce cas, le trésorier-payeur général n'émet pas de PEDT inférieure à ce seuil.

Il est précisé que la mise en place de cette mesure nécessite une maintenance informatique de l'application PAYE ; aussi, à titre transitoire, il appartiendra au service "*Liaison-rémunérations*" d'annuler les PEDT inférieures à 30 €.

Dans un souci de bonne gestion, la décision de l'ordonnateur s'applique uniformément à l'ensemble des dossiers relevant de sa compétence et fait l'objet, sauf avis contraire de sa part, d'une reconduction tacite.

1.2.2 Délais

Il appartient à l'ordonnateur d'émettre le titre de perception *dans les plus brefs délais* à réception des exemplaires de la PEDT.

Sauf cas particulier, un délai maximum de trois mois doit constituer la norme.

Le trésorier-payeur général doit veiller au respect de ce délai et relancer systématiquement les ordonnateurs défaillants. A cet effet, l'application PAYE édite tous les mois la liste des PEDT émises depuis plus de trois mois qui n'ont pas encore fait l'objet de l'émission d'un titre. Cette liste doit être transmise sans délai aux ordonnateurs.

1.2.3 Présentation

Le titre doit être adressé au comptable assignataire appuyé d'un exemplaire de la PEDT. En cas d'absence de la PEDT, le comptable doit prendre l'attache de l'ordonnateur pour lui demander l'envoi du document dans les meilleurs délais.

Le deuxième exemplaire est conservé par le service gestionnaire de l'agent, annoté du numéro et de la date d'émission du titre.

1.2.4 Règles d'assignation

1.2.4.1 Principes

Les règles d'assignation, rappelées par l'instruction codificatrice n° 98-134-A7 du 16 novembre 1998 sur le recouvrement des créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine, s'appliquent.

Trois situations sont envisageables :

- *l'agent continue à être rémunéré :*

le titre de perception doit être assigné sur la caisse du trésorier-payeur général chargé du paiement. Il est rappelé à cet égard que les trésoriers-payeurs généraux, dûment accrédités pour le paiement des payes sans ordonnancement préalable, le sont automatiquement pour l'assignation des ordres de recettes.

- *l'agent n'est plus rémunéré et il réside dans un département relevant de la compétence de l'ordonnateur :*

le titre de perception doit être assigné sur la caisse du trésorier-payeur général du domicile ou de la résidence de l'agent.

- *l'agent n'est plus rémunéré et il ne réside pas dans un département relevant de la compétence de l'ordonnateur :*

le titre de perception doit être assigné sur la caisse du trésorier-payeur général du département où réside l'ordonnateur.

Les titres de perception ne répondant pas aux règles susvisées doivent être rejetés et retournés aux ordonnateurs.

1.2.4.2 Procédure d'information du comptable chargé du recouvrement du titre de perception

Dans le cas où le titre de perception serait émis alors que l'agent n'est plus rémunéré par le département informatique qui a constaté le trop perçu, le rapprochement automatique entre les applications REP et PAYE ne peut pas être opéré de manière certaine.

Afin d'éviter l'engagement intempestif de poursuites sur la base d'un montant à recouvrer inexact, le trésorier-payeur général qui prend en charge un titre de perception accompagné d'une proposition d'émission de titre (PEDT) émise par un autre comptable doit immédiatement demander au service de *"Liaison-rémunérations"* du département informatique qui l'a émise des renseignements sur l'état du recouvrement de la PEDT.

Cette demande de renseignements est formalisée au moyen du bordereau demande-réponse présenté en annexe 1, préalablement complété des éléments utiles à une recherche efficace (date de prise en charge, du numéro et du montant du titre).

Le service destinataire du bordereau demande-réponse fournit les renseignements sans délai à l'émetteur de la demande et transfère au comptable assignataire du titre les sommes enregistrées au titre de la PEDT dans ses écritures au compte 475.16 *"Imputation provisoire de recettes - Budget général - Retenues sur traitement avant émission du titre"*.

SCHÉMAS COMPTABLES

- Chez le comptable émetteur du transfert :

- Débit 475.16 ;
- Crédit 391.31.

- Chez le comptable assignataire, destinataire du transfert :

- Débit 391.31 ;
- Crédit 901.X ou 495.

Tout retard dans la réponse doit donner lieu à une relance de la part du service émetteur.

1.2.5 Sanction

L'ordonnateur est passible de la Cour de discipline budgétaire et financière pour tout défaut ou retard excessif dans l'émission des titres de perception relevant de sa compétence.

1.3. PRISE EN CHARGE PAR LE COMPTABLE PUBLIC

1.3.1 L'appariement entre les applications PAYE et REP est possible

Le service *"Produits divers"* en charge du recouvrement d'un titre de perception appuyé d'une PEDT, doit saisir les références de cette PEDT lors de la prise en charge du titre dans l'application informatique REP de recouvrement des créances étrangères à l'impôt et au domaine [écran RELP, numéro de retenue (NUMRETENUE= année d'émission, lettre, numéro séquentiel)]

Ces références doivent également figurer sur le fichier d'interface communiqué par les ordonnateurs informatisés (ISIS pour l'éducation nationale par exemple, fichier PECREP).

L'interface REP/PAYE est systématiquement informée des émissions de titres, ce qui permet l'apurement automatique du fichier des PEDT en instance d'émission de titre.

A l'inverse, l'application REP est informée par l'application PAYE des retenues effectuées pour les titres pris en charge.

Toute impossibilité d'appariement entre les données des fichiers des applications REP et PAYE est listée sur les états d'anomalies issus de REP. L'annexe 2 dresse la typologie des éventuelles anomalies à recycler.

Les états d'anomalies doivent être exploités *sans délai* par le service "*Produits divers*" en relation avec le service "*Liaison - rémunérations*". Le traitement rapide des anomalies conditionne en effet l'apurement du compte 475.16.

EDITIONS

Les traitements interfacés entre les applications REP et PAYE permettent les éditions automatiques suivantes.

Mensuellement :

- la liste des retenues effectuées en attente de l'émission d'un titre de régularisation, dont le montant total correspond au solde du compte 475-16 susvisé ;
- la liste des PEDT émises depuis plus de trois mois qui n'ont pas encore fait l'objet de l'émission d'un titre.

Le 31 décembre N :

- la liste des PEDT antérieures au 31/12/N-1 et soldées pour lesquelles les sommes figurent au compte d'imputation provisoire et qui sont portées en recettes accidentelles à différents titres du budget général de l'Etat ;
- le fichier des PEDT est parallèlement mis à jour et les ordonnateurs sont informés de cet apurement.

DESTINATAIRES DES ÉDITIONS

- les trois listes précitées sont adressées en deux exemplaires par le service "*Liaison-rémunérations*" aux ordonnateurs, pour rappel ;
- un exemplaire des listes mensuelles doit être renvoyé par l'ordonnateur, annoté du numéro et de la date de prise en charge des titres émis, ainsi que de la désignation du trésorier-payeur général à qui ils ont été adressés pour prise en charge ;
- le service "*Liaison-rémunérations*" se rapproche du service "*Produits divers*" désigné et apure le fichier des PEDT en instance d'émission de titre, si la prise en charge est confirmée.

1.3.2 L'appariement entre les applications PAYE et REP n'est pas possible

Dans cette hypothèse, les dispositions du paragraphe 1.2.4.2. doivent être appliquées.

2. RECOUVREMENT DES INDUS

2.1. RETENUES OPÉRÉES AVANT L'ÉMISSION DU TITRE DE PERCEPTION

2.1.1 Recouvrement sur paye

Jusqu'à l'émission du titre de perception, les retenues sont imputées au compte 475.16 *"Imputation provisoire de recettes - Budget Général - Retenues avant émission du titre"*.

Ce compte est réservé exclusivement à l'enregistrement des sommes retenues au moyen de l'application PAYE qui permet d'en établir l'état de solde nominatif.

Le service *"Liaison-rémunérations"* est chargé du suivi et de l'apurement de ce compte.

Le compte 475.16 est soldé lors de l'émission du titre.

Les recouvrements qui y étaient portés reçoivent alors la même imputation que les retenues après émission des titres.

2.1.2 Recouvrement hors paye

Tout recouvrement accepté hors paye (exemple : chèques bancaires reçus en remboursement d'indemnités journalières) doit être imputé au crédit du compte 475.1886 *"Imputation provisoire de recettes - Budget Général - Autres produits du budget – Divers - Recouvrement hors paye suite à versement indu de rémunérations"*.

Le service *"Liaison-rémunérations"* est responsable du suivi et de l'apurement de ce compte en liaison avec le service *"Produits divers"*.

Le compte 475.1886 est soldé lors de l'émission du titre.

Les recouvrements qui y étaient portés reçoivent alors la même imputation que les retenues après émission des titres.

2.1.3 Apurement exceptionnel des comptes d'imputation provisoire 475.16 et 475.1886

2.1.3.1 Compte 475.16

Si le titre de perception n'est pas émis au 31 décembre de l'année qui suit l'édition de la PEDT, et dès lors que la PEDT est soldée, les sommes figurant au compte 475.16 pour cette PEDT sont portées au compte 901.590 *"Budget Général - Recettes - Divers - Année courante"*, spécification 805.92 *"Recettes accidentelles à différents titres - Autres recettes sans titre"*.

Une liste des PEDT ainsi apurées est issue de l'application PAYE. Elle est transmise sans délai à l'ordonnateur afin qu'aucun titre de perception ne soit émis par ses services.

Un exemplaire de la liste est adressé au service *"Produits divers"*.

Si toutefois un titre était émis postérieurement à l'imputation au compte 901.590, il conviendra de le retourner à l'ordonnateur dans les conditions habituelles.

2.1.3.2 Compte 475.1886

Le compte 475.1886 *"Imputation provisoire de recettes - Budget Général - Autres produits du budget - Divers - Recouvrement hors paye suite à versement indu de rémunérations"* est créé à la nomenclature comptable de l'Etat à compter du 1^{er} janvier 2003.

Ce compte figurera sur la liste des comptes sensibles.

Si le titre de recette n'est pas émis au 31 décembre de l'année qui suit l'enregistrement des recouvrements au compte 475.1886, ces recettes sont transférées au compte 901.590 *"Budget Général - Recettes - Divers - Année courante"*, spécification 805.92 *"Recettes accidentelles à différents titres - Autres recettes sans titre"*.

2.1.3.3 Dispositif transitoire

- *Jusqu'au 1^{er} janvier 2003*

Les recouvrements hors paye continueront à être imputés au compte 475.1888 *"Imputation provisoire de recettes - Budget Général - Autres produits du budget – Divers – Divers"*.

- *A compter du 1^{er} janvier 2003*

Les recouvrements hors paye seront enregistrés au compte 475.1886.

Les opérations de cette nature figurant sur l'état de développement de solde du compte 475.1888 au 31 décembre 2002 seront également reprises au compte 475.1886.

2.2. RETENUES OPÉRÉES APRÈS L'ÉMISSION DU TITRE DE PERCEPTION (SUITE À PEDT)

2.2.1 Bases réglementaires

L'article 7 de l'arrêté du 2 juin 1986 relatif aux modalités de comptabilisation des recettes et des dépenses de l'Etat dispose :

"Sauf disposition spéciale expresse, un rétablissement de crédits ne peut intervenir qu'au titre de la gestion qui a supporté la dépense ou, sauf en matière de dépenses de personnel, de la gestion suivante".

En outre, conformément à la circulaire n° CD-561 du 29 janvier 1988, diffusée par l'instruction n° 88-16-A7-B-P-R du 16 février 1988 sur les modalités d'exécution des opérations de régularisation en matière de dépenses de l'Etat, le rétablissement de crédits est impossible si le règlement à intervenir est inférieur ou égal à 150 €.

2.2.2 Comptabilité

L'imputation dépend de l'année d'émission du titre et de la possibilité pour l'ordonnateur d'obtenir ou non le rétablissement des crédits.

Suivant le cas, les retenues sont imputées aux comptes suivants :

- 901.590 *"Budget Général - Recettes - Divers - Année courante"*, spécification 811.11 *"Récupération des indus sur rémunérations (ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits)"*, si le rétablissement de crédits n'est pas possible et que le titre a été émis au cours de l'année de la retenue ;
- 901.591 *"Budget Général - Recettes - Divers - Années antérieures"*, spécification 811.11 *"Récupération des indus sur rémunérations (ne donnant pas lieu à rétablissement de crédit)"*, si le rétablissement de crédits n'est pas possible et que le titre a été émis une année précédente ;
- 495.151 *"Reversements de fonds sur dépenses ordinaires des services civils - Dépenses provisoires et trop-perçus - Titres de l'année courante"*, spécification 495.151, si le rétablissement de crédits est possible et que le titre a été émis au cours de l'année de la retenue ;
- 495.761 *Reversements de fonds - Crédits à rétablir au niveau local en métropole - Dépenses de personnel - Titres de l'année courante"*, spécification 495.761, si le rétablissement de crédits est possible et que le titre a été émis au cours de l'année de la retenue

- 495.155 *"Reversements de fonds sur dépenses ordinaires des services civils - Dépenses provisoires et trop-perçus - Titres des années antérieures"*, spécification 495.155 si les retenues de l'année précédente ont été imputées au compte 495.151 ; pas de rétablissement de crédits possible.
- 495.765 *"Reversements de fonds - Crédits à rétablir au niveau local en métropole - Dépenses de personnel - Titres des années antérieures - Recettes à imputer au Budget Général"*, spécification 495.765, si les retenues de l'année précédente ont été imputées au compte 495.761 ; pas de rétablissement de crédits possible.

Les différents cas possibles, en fonction de la date de versement et de la constatation de l'indu ainsi que de l'année d'émission du titre sont récapitulés en annexe 3.

ANNEXE N° 1 : Modèle de formulaire demande-réponse

TRÉSORERIE GÉNÉRALE				
de.....				

Objet : Recouvrement des ordres de reversement des rémunérations indûment versées selon la procédure de paiement sans ordonnancement préalable.

DEMANDE	REPOSE
SERVICE.....	SERVICE LIAISON - RÉMUNÉRATIONS
N°	N°
<p>Je vous transmets ci-joint une proposition d'émission de titre, jointe au titre de perception : N°.....</p> <p>Je vous serais obligé de me faire connaître ci-contre le montant des sommes éventuellement retenues sur les rémunérations de l'intéressé(e).</p> <p>A....., le Le Trésorier-Payeur Général A Monsieur le Trésorier-Payeur Général de.....</p>	<p><input type="checkbox"/> ⁽¹⁾ Je vous informe que les retenues effectuées qui vous seront transférées s'élèvent à un montant de.....euros.</p> <p><input type="checkbox"/> ⁽¹⁾ Je vous informe qu'aucune somme n'a été retenue.</p> <p>A..... le Le Trésorier-Payeur Général</p> <p><u>Renvoyer dans tous les cas par retour de courrier la présente note</u></p> <p>_____</p> <p>⁽¹⁾ Cocher la case utile</p>

ANNEXE N° 2 : Extraits de la note administrative REP N° 99-12 *"Emargement des retenues sur paye : les éditions"* relatives au traitement des anomalies

1. LISTE DES RETENUES REJETÉES - LISTE "10"

Cette liste signale d'éventuelles anomalies détectées après un premier traitement de contrôle des retenues de PAYE (contrôle du fichier AF par l'UP REP010PA).

Elle recense des anomalies rares mais bloquantes qui provoquent le rejet de la retenue concernée.

N°	LIBELLE DE LA LISTE	SIGNIFICATION - ACTION
10	<p>Liste des retenues rejetées.</p> <p>3 motifs possibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Code de retenue erroné • Code comptable assignataire erroné • Spécification non servie 	<p>Le code de retenue ne correspond pas à la table des valeurs autorisées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • s'il est erroné, fournir au S.L. PAYE les éléments pour la rectification du code retenue, • dans le cas contraire, une mise à jour de la table doit être envisagée. <p>Le code comptable assignataire ne correspond pas à la table des valeurs autorisées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • s'il concerne un autre DI, annuler la retenue dans l'application REP et en informer le S.L. PAYE, • s'il est erroné, fournir au S.L. PAYE les éléments pour la rectification du code assignation, • s'il est correct et concerne le DI, une mise à jour de la table doit être envisagée. <p>Fournir au S.L. PAYE les éléments pour la correction de la spécification.</p>

ANNEXE N° 2 (suite)

2. LISTES APRÈS IMPUTATION- LISTES "1" À "6"

Un deuxième traitement de contrôle (UP REP030PA) permet d'imputer les retenues correctes, de rejeter les opérations en anomalie et de produire un compte rendu sous la forme de 6 listes dont le détail est donné ci-après.

N°	LIBELLE DE LA LISTE	SIGNIFICATION - ACTION
1	Titres pour lesquels une retenue a été directement imputée.	L'imputation s'est correctement déroulée.
2	Retenues n'ayant pu être imputées après appariement. 5 motifs : <ul style="list-style-type: none"> • Montant de la retenue égal à zéro • Montant de la retenue supérieur au RAR • Montant du RAR égal à zéro • Code débiteur du titre différent de 15 ou 31 • Code débiteur du titre différent de 31 	<p>Se reporter aux listes "5" et "6".</p> <p>Le solde calculé par la PAYE est différent de celui de REP. En relation avec le S.L. PAYE, rechercher et rétablir le solde correct.</p> <p>Idem.</p> <p>Consulter le titre et rétablir le code débiteur 31 ou 15.</p> <p>Idem.</p>
3	Liste des retenues non imputées (pas d'appariement).	En relation avec le S.L. PAYE, rechercher la cause de la divergence et rectifier l'identifiant REP ou PAYE (pour un titre soldé dans l'application REP, en demander l'annulation dans l'application PAYE).
4	Anomalies constatées sur identifiants PAYE	La retenue a été imputée mais une divergence a été constatée dans les identifiants PAYE. En relation avec le S.L. PAYE, rechercher la cause de la divergence dans l'identifiant PAYE et procéder à la rectification (généralement dans RELP).

ANNEXE N° 2 (suite et fin)

N°	LIBELLE DE LA LISTE	SIGNIFICATION - ACTION
5	<p>Après appariement, retenues non imputées (montant égal à zéro) .</p> <p>Motifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Congé longue durée sans traitement ou maladie demi traitement • Congé longue durée demi traitement • Prestations familiales seules payées Changement de code DEB en 15 dans REPBAS • Fin de fonction Changement de code DEB en 15 dans REPBAS • Créance soldée aucune retenue à attendre • Autre message fourni par l'application PAYE : quotité saisissable insuffisante... 	<p>La retenue est suspendue pour l'un des motifs indiqués ci-contre.</p> <p>Le code débiteur passe automatiquement de 31 à 15. Ce changement d'état sera communiqué pour accord en début de mois suivant à l'application PAYE (fichier CS). Après accord, le retour d'information interviendra au traitement suivant d'imputation (fichier AF) et sera signalé en liste "6".</p> <p>Idem</p>
6	<p>Titres pour lesquels la créance sur la paye est annulée.</p>	<p>La retenue est définitivement annulée après accord du S.L. PAYE.</p> <p>Le code débiteur passe à 11 pour une reprise du recouvrement dans l'application REP.</p>

ANNEXE N° 3 : Différents cas possibles de récupération de trop-perçus constatés une année N.

CAS		IMPUTATION
Cas n° 1	Indu versé en N-1 ou avant, titre émis en N	901.590 en N, 901.591 à partir de N + 1
Cas n° 2	Indu versé en N - 1, Titre émis en N+ 1	475.16 jusqu'à l'émission du titre, 901.590 en N + 1, 901.591 à partir de N + 2
Cas n° 3	Indu versé en N, Titre émis en N + 1	précompte en N, 475.16 en N + 1 jusqu'à l'émission du titre, 901.590 en N + 1, après l'émission du titre, 901.591 en N + 2
Cas n° 4	Indu supérieur à 150 euros versé en N, Titre émis en N (à la demande du trésorier-payeur général)	précompte jusqu'à l'édition de la PEDT, 475.16 jusqu'à l'émission du titre, 495.151 ou 495.761 en N, après l'émission du titre, 495.155 ou 495.765 à partir de N + 1
Cas n° 5	Indu inférieur ou égal à 150 euros versé en N Titre émis en N (à la demande du trésorier-payeur général)	précompte jusqu'à l'édition de la PEDT, 475.16 jusqu'à l'émission du titre, 901.590 en N, après l'émission du titre, 901.591 à partir de N + 1
Cas n° 6 (le plus courant)	Indu versé en N, Titre émis en N+ 1	précompte en N, 475.16 en N + 1 jusqu'à l'émission du titre, 901.590 en N + 1 901.591 à partir de N + 2